

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°20251210-DEC-DACA1312 EN DATE DU - 5 MARS 2026
PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT DE LA CARRIÈRE
DE LA SAS OBOUSSIER TP AU LIEU-DIT « LES VESONIERES »**

COMMUNE D'UPIE

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme,
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 05-3554 du 2 août 2005 autorisant l'EURL Benjamin TERRASSE à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune d'UPIE au lieu-dit « Les Vesonières » sur une superficie exploitable de 2ha 17a 31ca et pour une durée de 20 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 mai 2022 portant changement d'exploitant d'une carrière de sables et graviers au profit de la SAS OBOUSSIER TP au lieu-dit « Les Vesonières » sur le territoire de la commune d'UPIE ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°20250701-DEC-DACA0788 du 16 juillet 2025 portant prolongation de la durée d'exploitation de la carrière de la SAS OBOUSSIER TP au lieu-dit « Les Vesonières » sur le territoire de la commune d'UPIE jusqu'au 31 décembre 2026 ;
- VU** la demande présentée, le 30 juin 2025, par la SAS OBOUSSIER TP concernant la modification des conditions de remise en état de la carrière précitée ;
- VU** le rapport n° 20251210-RAP-DACA1311 de l'inspection des installations classées en date du 4 février 2026 ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel et par courrier du 5 février 2026 ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- CONSIDÉRANT** que les deux types de remises en état permettent une restitution des terrains à l'activité agricole ou en zone naturelle de type prairie fleurie ;
- CONSIDÉRANT** que la modification des conditions de remise en état ne modifie pas de façon substantielle les conditions de l'arrêté initial ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions prévues au présent arrêté constituent une protection suffisante contre les dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 : Remise en état de la carrière

L'article 8 de l'arrêté n°05-3554 du 2 août 2005 est remplacé par l'article suivant :

Article 8 :

L'objectif final de la remise en état vise à la restitution des terrains pour un usage agricole ou en zone naturelle de type prairie fleurie après un comblement partiel ou total de l'excavation.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe relative aux garanties financières, la remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- Remise en état sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation ;
- remblayage des excavations avec des matériaux inertes ;
- remise en place du sol sur une épaisseur d'environ 1,50 m (1 m de limon de couverture et 0,50 m environ de terre végétale) pour un usage agricole, ou de 0,70 m (0,40 m de limon de couverture et 0,30 m de terre végétale) pour une restitution en zone naturelle de type prairie fleurie ;
- en cas de restitution en zone naturelle de type prairie fleurie, celle-ci sera créée par un ensemencement manuel ou au semoir, à l'aide d'un mélange de semences d'essences locales adaptées à la région biogéographique (pas d'essences hybrides ou originaires d'autre région biogéographique) ;
- nivellement avec une pente minimum de 1 % afin d'éviter la stagnation des eaux ;
- si remblaiement partiel : talus taillés à une pente maximale de 45°, puis recouverts de terre végétale sur une épaisseur d'environ 0,30 m et enherbés.

Le suivi de la remise en état et de la qualité des sols sera mené en lien avec un bureau d'étude spécialisé en agronomie.

Le plan relatif à la remise en état du site et la coupe du site réaménagé sont joints en annexes 4 et 5 au présent arrêté ».

Article 2 : Délais et Voies de Recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie d'UPIE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire d'UPIE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution - Notification

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire d'UPIE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 5 MARS 2026**

La Préfète

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

CYRIL MOREAU

